

La sécurité mondiale et la société civile

par
Jayantha Dhanapala
Secrétaire Général adjoint pour les affaires de désarmement

Organisation des Nations Unies
New York, New York



Threshold Foundation
7 novembre 2002

Je voudrais commencer par rappeler une phrase qui devient très prisée ces jours-ci dans le circuit des conférences. Le conseil est bref mais profond : "si nous voulons mondialiser la démocratie, nous devons également démocratiser la mondialisation."

Ce thème est important parce qu'il poursuit directement l'un des défis les plus difficiles du monde – à savoir, comment s'assurer que les segments représentatifs de la société participent, de manière significative, à la recherche des solutions aux problèmes chroniques de notre planète. Ce sujet devrait intéresser plus particulièrement les fondations privées, dont le but est de renforcer la paix et la sécurité internationales. L'une des contributions les plus importantes que devraient apporter les fondations et les philanthropes, en vue de réaliser des progrès dans ce sens, serait de favoriser -- de quelque façon que ce soit -- cette dimension démocratique de la mondialisation ; en particulier, parce qu'elle s'applique aux efforts pour éliminer les armes nucléaires, biologiques, et chimiques -- c'est-à-dire, les armes de destruction massive. Elle s'applique également aux efforts pour améliorer le contrôle sur la production, la vente et l'utilisation d'une vaste gamme d'armes conventionnelles.

Il n'y a pas si longtemps, communiquer et voyager à travers les océans et les continents représentaient des défis qui ne pouvaient être relevés que par des intrépides aventuriers. Aujourd'hui, des millions de personnes autour de la planète réalisent ces activités. Dans son discours, lors de la remise du prix Nobel de la Paix, le Secrétaire général Kofi Annan a parlé de l'"effet papillon" -- selon lequel, le seul battement des ailes d'un papillon, d'un côté de la planète, peut subtilement entraîner des changements cruciaux sur le climat à travers le monde.

La mondialisation de ces effets ne se limite nullement au climat. Les événements du 11 septembre ont mis en avant le côté obscur de ce phénomène. La façon dont la haine chronique - aggravée, sinon parfois même causée par le sous-développement et incubé dans les états en échec ou à la dérive – alliée à des connaissances scientifiques spécialisées, peut compromettre la sécurité de nous tous. Bref, les conflits sont devenus plus contagieux et peuvent se répandre, comme des virus mortels ou des incendies de forêts, à travers le monde. Un marché illicite et prospère d'armes de petit calibre et d'armes légères alimente ces conflits. L'année dernière, il a été l'objet d'une importante conférence internationale aux Nations Unies. L'ingrédient des armes de destruction massive et les enjeux au niveau mondial des conflits armés, en apparence locaux ou régionaux, sont facilement évidents pour tous.

Pourtant, la mondialisation est beaucoup plus qu'une grande vague de nouvelles menaces. C'est une grande opportunité pour la diffusion de bonnes idées, pour le commerce et la prospérité. C'est également un grand défi pour une bonne gouvernance et pour le contrôle démocratique et la responsabilité. Le fait que les Etats-Unis – seule superpuissance militaire et économique du monde, et l'un des plus grands moteurs de la mondialisation – soient également l'une des démocraties les plus anciennes et les plus grandes du monde, est peut-être un signe inévitable de notre temps. Dans un certain sens, il s'agit maintenant d'un laboratoire géant, qui va tester l'élasticité de la démocratie face aux nouvelles forces de la mondialisation. Il est très important que le reste du monde observe le travail qui est fait dans ce laboratoire, car si le processus de la mondialisation échappe complètement au contrôle démocratique dans la plus puissante des nations, comment le plus faible peut-il espérer affronter ce défi ?

Les efforts de la société civile pour promouvoir des réponses créatrices au défi de la sécurité et de la mondialisation ne tombent pas du ciel. Ils sont le résultat des décisions concrètes prises à l'intérieur comme à l'extérieur des gouvernements, par des êtres humains faillibles. Les leaders qui prennent les décisions politiques clés, souvent, ne sont pas des spécialistes. Ils doivent compter fortement sur le conseil des experts qui travaillent avec des connaissances limitées et qui ont moins de responsabilité publique. L'un des défis les plus formidables au cours des années à venir sera de s'assurer que les leaders des grandes puissances, en particulier des Etats-Unis, emploieront leur vaste pouvoir avec sagesse, dans l'intérêt de favoriser un concept de sécurité humaine qui ne laisse de côté aucune région, aucun pays et aucun être humain.

En raison des effets terrifiants des armes de destruction massive, tous ceux qui sont préoccupés par la sécurité doivent prêter une attention particulière aux défis inséparables du désarmement et de la non-prolifération. Il est indiscutable qu'une norme mondiale émerge aujourd'hui dans le monde contre l'existence même des armes de destruction massive. Les armes biologiques et chimiques ont été déjà prosrites par des traités multilatéraux (le CWC et le BWC), alors que les états dotés d'armes nucléaires se sont engagés par le TNP et à des projets, afin d'éliminer leurs arsenaux nucléaires. Cet engagement a été décrit comme "explicite" dans la déclaration émise lors de la conférence de révision du TNP en 2000. Ils ont aussi souscrit des engagements contraignants relatifs à l'arrêt de la diffusion mondiale de telles armes. À la lumière de ces engagements, il n'est pas surprenant de trouver l'élimination de toutes les armes de destruction massive, comme l'un des buts-clés de la

Déclaration du Millénaire, adopté au sein des Nations Unies en l'an 2000, par le plus grand rassemblement de chefs d'Etat et de gouvernements de tous les temps.

Pourtant, au moment de mettre en oeuvre leurs engagements, les leaders font face à des barrières considérables. Certaines de ces barrières sont bureaucratiques et psychologiques -- il existe des forces institutionnelles qui oeuvrent pour perpétuer les programmes d'armements existants, ou pour inspirer la poursuite continue de ces derniers. Certaines de ces forces ont une orientation économique -- des entrepreneurs d'armes ayant investi des milliards dans la capacité de produire des armes de destruction massive ou dans leurs systèmes de livraison, considèrent le désarmement comme une menace -- or, cette perception est réfutée par les expériences vécues après la guerre froide, concernant la conversion de la défense.

D'autres obstacles institutionnels subsistent, comme les services militaires qui se résistent au désarmement tout en cherchant à acquérir de nouveaux systèmes d'armes, depuis les armes conventionnelles de plus en plus sophistiquées à de nouvelles armes de destruction massive ; les laboratoires spécialisés de recherche et de développement d'armes ; et les législateurs des zones où sont fabriqués des composants d'armes. Ce "complexe d'armements" est encore appuyé par l'industrie du divertissement, qui glorifie trop souvent la violence et propage le mythe selon lequel la sécurité est simplement une question de pouvoir de tir et de puissance. Les médias servent également ce complexe à travers leur couverture inégale sur les menaces d'armes étrangères et les progrès considérables qui ont déjà été accomplis en éliminant de telles menaces. Tristement, même quelques chefs religieux se sont mis en évidence pour avoir fourni de nouvelles raisons de préserver et d'augmenter les capacités nationales, afin de construire et/ou d'utiliser certains des armements les plus mortels du monde.

Dans un tel environnement, on ne devrait peut-être pas trop s'étonner de voir l'apparition ou la perpétuation des doctrines militaires qui réclament des guerres préventives ou des interventions militaires d'anticipation ; des options d'attaque qui n'excluent pas l'utilisation d'armes nucléaires, même à l'encontre d'états qui n'en possèdent pas. Cette question du "premier emploi" des armes nucléaires est avec nous depuis un bon moment, et c'est une doctrine que l'OTAN et la Fédération russe ont adoptée. Sur les cinq états dotés d'armes nucléaires, seulement la Chine a catégoriquement renoncé à la doctrine du premier emploi des armes nucléaires ou de leur utilisation contre les états sans armes nucléaires.

Étant donné que les menaces mondiales à la sécurité continuent de se développer, comment les voix pour le contrôle démocratique et la responsabilité de la société vont-elles surmonter ces formidables défis institutionnels et politiques ? Le Président Dwight Eisenhower s'était beaucoup inquiété de ce problème, et l'avait décrit dans son discours d'adieu à la nation en 1961. Nombreux sont ceux qui s'en souviennent à cause de l'expression qu'il avait l'habitude d'utiliser -- "le complexe militaire industriel" -- pour marquer quelques-unes des forces institutionnelles que je viens de décrire. Pourtant, son discours n'avait pas l'intention de faire peur mais d'inspirer. Il y avait mentionné que le meilleur moyen de relever ce défi était, selon ses mots, "une citoyenneté avisée et bien informée."

Pourtant, de quelle façon ces segments "avisés et bien informés" de la société, pourraient-ils oeuvrer pour éliminer ces formidables obstacles du désarmement et de la non-prolifération, dans une culture politique où une aussi vaste richesse est concentrée dans les mains de ceux qui se bénéficient de la pérennité des programmes d'armements, qui ne devraient pas exister du tout, sous des engagements légaux internationaux.

La philanthropie ne peut pas fournir toutes les réponses à cette question, mais qui peut douter des contributions essentielles des établissements philanthropiques, qui encouragent la découverte et la mise en oeuvre de politiques publiques éclairées ? Le complexe d'armements lui-même a très peu besoin d'organisations non gouvernementales (ONG), puisqu'il contrôle déjà des moyens considérables pour influencer la politique : il a beaucoup d'argent, des accès, des connaissances spécialisées et de pouvoir politique local. Le complexe d'armements est tout à fait à même d'exploiter le secteur public pour produire des avantages privés, et a prouvé maintes fois cette compétence.

Par ailleurs, il n'existe aucun "complexe de désarmement" institutionnel, ni de recherche ou de développement, pour surmonter les obstacles auxquels font face ceux qui cherchent à éliminer les armes de destruction massive et les menaces mondiales de prolifération, ou à limiter la fabrication et le commerce d'armes conventionnelles. Les groupes qui cherchent à promouvoir les biens publics ne peuvent pas s'attendre à beaucoup d'aide de la part des systèmes institutionnels qui considèrent les menaces d'armements comme des opportunités pour s'enrichir. Au lieu de cela, les individus et les groupes qui oeuvrent pour le désarmement et la non-prolifération doivent faire appel à l'intérêt éclairé des sociétés en général. Ils doivent chercher à influencer les décideurs politiques, mais également le grand public. Ils apportent la connaissance au pouvoir, mais ils apportent également aux citoyens la connaissance sur l'abus du pouvoir.

Il est facile de trouver des exemples de ces activités dans le secteur des affaires du consommateur. Des campagnes de citoyens, basées sur des résultats de recherche solides, pour une automobile sûre ou la régulation des industries pharmaceutiques et de l'emballage de la viande, ont conduit à des changements cruciaux de politique qui ont bénéficié chaque membre de la société ; y compris les emballeurs de viande, les producteurs de drogue et les fabricants d'automobile eux-mêmes qui, tout comme les citoyens, mangent, ont besoin de médicaments et se déplacent pour aller au travail.

Un défi semblable se pose à ceux qui oeuvrent pour le désarmement et la non-prolifération. En exposant non seulement les dangers posés par certains systèmes d'armements, mais en stimulant un esprit d'espoir dans un avenir plus coopératif et plus interdépendant pour tous, ils suivent un chemin semblable à celui suivi par leurs collègues, dans le domaine de la défense de l'intérêt public.

C'est ici où les fondations privées peuvent avoir leur plus gros impact : elles doivent toucher les coeurs et les esprits du grand public et de ses leaders. La découverte des matériaux radioactifs dans le lait maternel après les essais nucléaires atmosphériques des années 50 et du début des années 60, avait conduit à la formation d'un mouvement mondial de citoyens qui a abouti au Traité sur l'interdiction partielle des essais. Un effort similaire de base a non seulement inscrit les mines terrestres antipersonnelles dans l'ordre du jour

international du désarmement, mais a énormément contribué à l'évolution du droit international contre l'existence même de telles armes, le plus notamment, par des instruments comme la convention d'interdiction de mines et la convention sur certaines armes conventionnelles. Tout comme les groupes écologiques de citoyens qui ont réussi à nettoyer l'air et l'eau que nous partageons, les groupes qui préconisent le désarmement et la non-prolifération travaillent quotidiennement pour nettoyer l'environnement de la sécurité internationale.

La communauté mondiale pour l'intérêt public, cependant, fait face à un autre défi intimidant : pour soutenir des sources d'aide financière, il doit constamment documenter les impacts spécifiques de son travail. Cependant, cela peut s'avérer extrêmement difficile, car les avantages de telles normes mondiales, comme le désarmement et la non-prolifération, versent sur tous les domaines et sont difficiles à quantifier en dollars ou parfois même à mesurer en termes de causes et d'effets cachés.

À un moment où les masses sont distraites par d'autres projets quotidiens et où les gouvernements sont préoccupés par d'autres priorités, il devient plus essentiel que jamais que des individus et des ONG persistent dans tous leurs vaillants efforts, au nom du désarmement et de la non-prolifération. Ils sont essentiels parce qu'ils constituent les ponts qui lient le gouvernement avec le peuple et parce qu'ils travaillent pour encourager la coopération multilatérale à travers les frontières nationales. Ce sont des rôles absolument essentiels à jouer. Je peux dire sans hésiter que le département pour les affaires de désarmement des Nations Unies dépend intensivement de l'appui qu'il reçoit de la société civile, dont la plupart provient des fondations privées. Bien que seulement un nombre restreint, sur les centaines d'ONG qui sont accréditées auprès des Nations Unies, travaille spécifiquement dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, elles effectuent un travail très important, en fournissant des informations utiles aux missions permanentes de l'ONU, en conseillant les médias sur des sujets concernant des discussions continues à l'ONU, et en communiquant les intérêts et les soucis de leurs adhérents à tous ceux qui sont impliqués dans ces questions au sein du système des Nations Unies.

Je suis impressionné non seulement par la passion des efforts des ONG dans le domaine du désarmement, mais également par la qualité du travail de cette communauté. Ils entreprennent la recherche qui n'est pas effectuée par les gouvernements, ou même malheureusement par le milieu universitaire qui reste davantage concentré sur les approches théoriques ou le travail de politique en matière de sécurité, autre que le désarmement. Sans discriminer les efforts de n'importe quel groupe, je peux dire que la communauté pour l'intérêt public est responsable d'une grande partie du meilleur travail sur la "primauté du droit" car elle s'applique au désarmement. Certaines des meilleures bases de données disponibles à ce sujet sont maintenues par des ONG. Elles sont nombreuses à être en accès libre et soigneusement maintenues, ce sont des sites très conviviaux. Je vois de plus en plus, des visages familiers de la communauté d'ONG apparaître dans les médias, qui avec le temps aideront à apporter un nouveau discernement à un public plus large.

Bref, cette communauté s'est engagée dans un processus de "démocratisation" sur la façon dont le monde aborde l'un de ses défis de sécurité mondiale les plus difficiles. En aidant les individus et les groupes qui oeuvrent pour le désarmement, pour un changement, leurs

bailleurs de fonds eux-mêmes changent et méritent tout le crédit du progrès qui a déjà été accompli.

Au mois d'avril dernier, le prix Nobel de la Paix, Jody Williams, a donné une conférence sur le désarmement à Beijing, et a indiqué que "si nous voulons vivre dans un monde avec un ordre du jour significatif en ce qui concerne le désarmement en ce siècle, la société civile, les gouvernements, les agences internationales et les Nations Unies, doivent forger un partenariat pour s'assurer que notre vision idéaliste "devienne une nouvelle réalité".

Je voudrais modifier son rapport très légèrement, en soulignant encore une fois le rôle important joué par les fondations privées et les philanthropes qui permettent à un tel processus de partenariat et d'engagement de se produire. J'invite les philanthropes du monde entier à nous aider à préserver la flamme du désarmement. C'est un investissement extraordinairement sage que les futures générations n'oublieront jamais.